



**CONSEIL DE COMMUNAUTE
MERCREDI 19 DÉCEMBRE 2018**

L'an deux mille dix huit, le dix neuf décembre, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté de communes du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, BESCOND Yvon, FORTIN Laurence, LE TYRANT Jean-Claude, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, MORVAN Marie-Claude, SOUDON Chantal, POUPON Julien, ANDRÉ Robert, BÉGOC Marie-Hélène, BERVAS Viviane, BONIZ Jean-Jacques, CANN Joël, COJEAN Michel, CORNILY Karine, CORRE Michel, CRENN Jean, CUNIN Marie-José, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, GUILLOU Jacques, HERROU Monique, KERLAN Frédéric, LE GALL Jean-Noël, LE GUEN Jean-René, LE GUILLOU-HÉNAFF Sylvie, MAHÉ Marie-Line, MAILFERT Gilles, MASCLEF Evelyne, MERDY Marie-Thérèse, MORVAN Henri, MOULLEC Yvan, OMNÈS Elisabeth, PAGE Marie-Renée, PHILIPPE Georges, PITON Jean-Jacques, PONT Annie, RIOU Michel, SERGENT André, TANDÉO Gilles, TRMAL Marie-France, CALVEZ Gilles

Secrétaire de séance

SOUDON Chantal

Excusés

LEBALLEUR Pierre (pouvoir à FORTIN Laurence)
ROUBY Solenn (pouvoir à FLOCH Jean-Bernard)
TANGUY Anne (pouvoir à KERLAN Frédéric)

Absents

JÉZÉQUEL Marc

Conseil de Communauté du 19 décembre 2018
Délibération n°DCC2018_069

Objet	Contrat de concession sous forme de délégation de service public relatif à la gestion du service public de l'eau potable - Approbation du choix du délégataire et autorisation à donner au président pour signer le contrat
Rapporteur	Patrick LECLERC
Service	Service Commande Publique
Thème	Commande publique

EXPOSÉ DES MOTIFS :

Les communes ont décidé du transfert de la compétence eau potable à la Communauté de communes du Pays de Landerneau-Daoulas à compter du 1er janvier 2019.

Par délibération n°DCC2018_002, le conseil de Communauté du 29 juin 2018 a approuvé le principe de la gestion du service public de l'eau potable sous la forme d'une délégation de service public confiée à la SPL Eau du Ponant dans le cadre d'un contrat de quasi-régie.

La Communauté exerçant sur la SPL Eau du Ponant un contrôle analogue à celui qu'elle exerce sur ses propres services, la passation de ce contrat de concession n'est régie par aucune procédure de publicité et de mise en concurrence conformément à l'article 16 de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016. La procédure de passation du contrat de concession a été menée dans le respect des dispositions des articles L1411-1 et suivants du code général des collectivités territoriales (CGCT).

La Communauté a désigné le bureau d'études IRH et le cabinet Itinéraires Avocats pour l'accompagner dans la rédaction du projet de contrat de concession et les négociations avec la SPL Eau du Ponant.

La procédure d'attribution s'est déroulée de la manière suivante :

- Dématérialisation du DCE sur la plateforme mégalis Bretagne 8 octobre 2018
- Remise de la candidature et de l'offre 19 octobre 2018 à 12h00
- Réunion commission DSP pour l'ouverture des plis 19 octobre 2018 à 17h15
- Réunion commission DSP pour présentation de l'analyse de l'offre 25 octobre 2018 à 18h00
- Réunions de négociation avec la SPL EAU DU PONANT 8 et 19 novembre 2018
- Réunion de mise au point du contrat 23 novembre 2018

Pièces jointes au projet de délibération :

- le rapport du président présentant les motifs du choix de la candidate et l'économie générale du contrat, établi en application de l'article L1411-5 du CGCT,
- le procès-verbal de la commission de délégation de service public portant ouverture des plis « candidature » et « offre » et le rapport d'analyse de la candidature annexé,
- le rapport d'analyse technique, juridique et financière de l'offre,
- le procès-verbal de la commission de délégation de service public portant rapport d'analyse

des offres et avis de la commission de délégation de service public au sens de l'article L1411-5 du CGCT .

Sur la base de ces éléments et compte tenu de la qualité de l'offre de la SPL Eau du Ponant, de la pertinence des propositions formulées pour la gestion du service de l'eau potable et du compte prévisionnel d'exploitation correspondant aux attentes de la Communauté, le Président propose au conseil de Communauté de retenir l'offre de la SPL Eau du Ponant.

DÉLIBÉRATION :

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L1411-1 et suivants,

Vu l'article 16 de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession,

Vu les statuts de la Communauté de Communes du Pays de Landerneau-Daoulas,

Vu la délibération n°DCC2018_001 du 29 juin 2018 du conseil de Communauté approuvant le transfert de la compétence eau à compter du 1^{er} janvier 2019,

Vu la délibération n°DCC2018_002 du 29 juin 2018 du conseil de Communauté approuvant le principe de la délégation de service public comme mode de gestion du service public de l'eau potable,

Vu le projet de contrat et le rapport du président,

Vu les délibérations des communes se prononçant sur le transfert de la compétence eau :

	Communes	Dates des conseils municipaux
1	DAOULAS	07/09/2018
2	DIRINON	13/09/2018
3	HANVEC	05/10/2018
4	IRVILLAC	10/09/2018
5	L'HOPITAL CAMFROUT	04/10/2018
6	LA FOREST LANDERNEAU	08/10/2018
7	LA MARTYRE	12/10/2018
8	LA ROCHE MAURICE	27/09/2018
9	LANDERNEAU	12/10/2018
10	LANNEUFFRET	04/09/2018
11	LE TREHOU	04/10/2018
12	LOGONNA DAOULAS	20/08/2018
13	LOPERHET	13/09/2018
14	PENCRAN	17/09/2018
15	PLOUDIRY	17/09/2018
16	PLOUEDERN	25/09/2018
17	SAINT DIVY	27/09/2018
18	SAINT ELOY	14/09/2018

19	SAINT THONAN	11/10/2018
20	SAINT URBAIN	13/09/2018
21	TREFLEVEZ	25/09/2018
22	TREMAOUEZAN	13/09/2018

Vu l'arrêté préfectoral n° 2018 318_0001 du 15 novembre 2018 modifiant les statuts de la Communauté au 1^{er} janvier 2019, en y ajoutant la compétence eau, suite à la majorité qualifiée des communes favorables au transfert,

Vu l'avis favorable de la commission plénière du 29 novembre 2018,

Vu l'avis favorable du Bureau Communautaire du 27 novembre 2018

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : approuve le choix opéré en faveur de la SPL Eau du Ponant et les motifs associés à ce choix,

Article 2 : approuve l'économie générale du contrat y compris les clauses et conditions tarifaires et financières et les annexes,

Article 3 : autorise le président à signer le contrat de concession sous forme de délégation de service public avec la SPL Eau du Ponant pour la gestion du service public de l'eau potable.